



RENTRÉE SOCIALE

POLITIQUE MACRON

DÉMANTÈLEMENT à TOUS les ÉTAGES

Emmanuel Macron impose des réformes qui remettent en cause nos acquis et menacent la cohésion de notre société.

Après le Code du travail, la Sécurité sociale, l'assurance chômage, c'est la Fonction publique qui est en train de subir une attaque sans précédent.

Sans oublier les attaques incessantes contre l'Éducation nationale et ses personnels.

Réforme de la Fonction publique, réformes des lycées, future réforme des retraites...

Les personnels de l'Éducation nationale lourdement pénalisés

EN GREVE le 24 SEPTEMBRE

MANIFESTATION UNITAIRE — 14h — REPUBLIQUE

Loi Fonction publique : une casse en règle des services publics !

La loi de la transformation de la Fonction publique a été promulguée durant l'été. Et contre l'avis unanime des syndicats. Elle remet en cause le statut général de la Fonction publique, ses missions, les carrières des personnels et leur gestion.

Menace sur le statut :

- * Fin de très nombreuses missions de service public et possible transfert au Privé.
- * Fin du statut et de la protection des personnels.
- * Fin du service public équitable et impartial sur tout le territoire.

Généralisation de la précarité :

- * Développement des « *contrats de projet* ».
- * Généralisation du recrutement de contractuel·les.
- * Faible possibilité d'obtenir à terme un CDI.

Des commissions paritaires vidées de leurs prérogatives :

- * Fin du rôle tenu par les élu·es paritaires pour les mutations ou les promotions.
- * Simple gestion des cas de recours, des situations individuelles (recours, révisions du compte-rendu) et des cas disciplinaires.
- * Fusion des Comités techniques et des CHSCT pour vider ces derniers de leurs substances et prérogatives.

Place à l'arbitraire, aux petits arrangements locaux

et au « mérite ».

Recul historique pour les salarié·es et les usager·ères.

Lycées généraux et technologiques : rentrée sous tension

La mise en œuvre en cette rentrée de la réforme du lycée général et technologique est alarmante car personne n'était en capacité de prévoir quoi que ce soit : effectifs, organisation, respect des vœux, cohérence des choix...

Cette réforme provoque la colère des personnels poussés à bout par la politique Blanquer. Si l'année scolaire s'est terminée par une grève inédite des examens et une nouvelle preuve de l'autoritarisme du ministre,

la CGT Educ'action appelle à construire la lutte pour l'abrogation de la réforme et l'émergence d'un lycée enfin

Mise en place chaotique de la réforme des lycées

Le démantèlement de la voie professionnelle se confirme

Rentrée 2019 tournant important pour la voie professionnelle sous statut scolaire.

Le cocktail Blanquer pour les LP est détonant : mixité des parcours et des publics, généralisation de l'apprentissage dans les LP, mise en place des blocs de compétences, horaires disciplinaires réduits qui hypothèquent les poursuites d'études... le tout saupoudré de loi « *liberté de choisir son avenir professionnel* » qui dérègle l'enseignement sous statut scolaire pour la mettre sous la coupe des branches professionnelles !

La CGT Educ'action appelle tous les personnels à se mobiliser pour sauvegarder l'enseignement professionnel sous statut scolaire et obtenir sa réelle revalorisation.

Réforme des retraites : grand danger !

Avec la réforme Macron, la création des **retraites par points** c'est :

- Une fin des retraites par répartition et du principe de solidarité.
- Une valeur du point fluctuante et donc un montant de pension instable.
- Un recul progressif de l'âge de départ à la retraite.

Quels impacts dans l'Éducation nationale ?

- Des retraites calculées sur l'ensemble des salaires de la carrière en intégrant les primes et non plus sur les 6 derniers mois.
- Un nécessaire allongement de la durée de cotisation pour toucher la même pension.
- Des retraites amputées de 20 à 25% en raison de la faiblesse des rémunérations et des primes. **C'est une régression sociale majeure** pour la population.



La CGT Educ'action appelle tous les personnels à la journée d'action et de grève interprofessionnelle du 24 Septembre 2019 pour défendre notre système de retraite par répartition et pour imposer d'autres choix en matière d'éducation.